

La mairie

Le maire



Dernière mise à jour le 27/06/2017

Patrick Ollier est maire de Rueil-Malmaison depuis 2004

Patrick Ollier est né à Périgueux, en Dordogne, le 17 décembre 1944. Dès l'âge de 16 ans, il s'engage derrière le Général de Gaulle pour défendre les idées et le projet de société que celui-ci incarnait, à travers la nouvelle République qu'il proposait aux Français : les nouvelles institutions de la Vème République, l'indépendance nationale, l'idée de participation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Europe des Nations et toutes les idées modernes qui fondent la Vème République.

Dès 1962, au lycée d'Aix-en-Provence (où il était élève avec Jacques GAUTIER, son futur suppléant et sénateur-maire de Garches), Patrick OLLIER s'intéresse de près à la vie politique et au délicat problème de la fin de la guerre d'Algérie et de ses conséquences en France.

Il devient un militant gaulliste actif dans le milieu lycéen puis à l'université, contribuant, avec quelques amis, à fonder deux mouvements de jeunes gaullistes :

1962 : il est membre fondateur de « l'Action Etudiante Gaulliste »,

1965 : il est membre fondateur de « l'Union des Jeunes pour le Progrès » (UJP), (mouvement national des jeunes Gaullistes)

A la fin des années soixante, Patrick OLLIER devient professeur d'économie au lycée et à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) d'Aix en Provence.

Il quitte ensuite Aix pour Paris pour intégrer le cabinet de Jacques BAUMEL, à la demande de Jacques CHABAN-DELMAS, alors Premier ministre.

1969 : il devient chargé de mission au Cabinet de Jacques BAUMEL, Secrétaire d'Etat à la Communication.

1970 /1973 : il est appelé par Jacques CHABAN-DELMAS puis Pierre MESSMER, Premiers ministres, qui l'intègrent successivement à leurs cabinets en tant que chargé de mission pour les Affaires parlementaires. Par la suite, Patrick OLLIER a poursuivi sa carrière jusqu'en 1981 dans les cabinets ministériels :

1973 : conseiller technique auprès de Georges GORSE, Ministre du Travail.

1974 : après les élections présidentielles, il est nommé conseiller technique auprès de Paul DIJOU, Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire dans le nouveau Gouvernement.

En 1976, Jacques BAUMEL souhaite que Patrick OLLIER s'installe à Rueil-Malmaison pour préparer son entrée dans l'équipe municipale afin de poursuivre localement leur collaboration. C'est ce qu'il fait la même année, où il s'installe avec sa famille à Rueil, dans le quartier des Martinets.

1977 : il devient maire-adjoint de Rueil, délégué à la jeunesse, aux sports et aux loisirs. Puis il est élu suppléant de Jacques BAUMEL, Député des Hauts-de-Seine (Rueil Saint-Cloud Garches) en 1978.

1978-1981 : il est nommé Conseiller technique auprès d'Alain PEYREFITTE, Garde des Sceaux, Ministre de la justice, et suit en particulier la préparation de la loi Sécurité et Liberté.

Réélu suppléant de Jacques BAUMEL en 1981, Patrick OLLIER poursuit à Rueil son travail d'adjoint à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs, à l'issue des élections municipales de 1983.

Après la défaite de la droite en 1981, Patrick OLLIER quitte le cabinet d'Alain PEYREFITTE. Il est alors nommé Directeur de la commercialisation de la télématique au Ministère de la communication. Quelques mois plus tard, il est conduit à quitter son poste pour le laisser à une personne désignée par la nouvelle majorité de gauche.

Il décide alors de quitter l'administration et entre dans le privé en rejoignant le groupe sucrier BEGHIN-SAY où il devient collaborateur de Jean-Marc VERNES, P.D.G. du groupe et par ailleurs Président de la Banque VERNES : il est alors le conseiller du Président chargé de la communication et des ressources humaines.

Parallèlement, il acquiert de nouvelles responsabilités au sein du RPR :

1982 : Il est secrétaire de la circonscription de Rueil - Saint-Cloud - Garches et membre de la Commission exécutive des Hauts-de-Seine auprès de Charles PASQUA, Secrétaire départemental du RPR.

1986 : Il entre dans l'équipe nationale du RPR et devient Délégué national auprès des Secrétaires généraux Jacques TOUBON, puis Bernard PONS. Il est également membre du Conseil national du RPR.

1988 : Il est le Secrétaire national du RPR chargé des groupes parlementaires.

Après les législatives de 1986, Jacques CHABAN-DELMAS, élu Président de l'Assemblée nationale, demande à Patrick OLLIER de reprendre ses fonctions auprès de lui. Ce dernier quitte alors BEGHIN-SAY et devient conseiller politique du Président de l'Assemblée nationale, et fait équipe avec André ROSSINOT, Ministre des relations avec le Parlement, pour organiser la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale.

En 1988, dans le cadre de la préparation des élections législatives, parce qu'il a été pendant quatre ans le collaborateur de Paul DIJOU, ancien député-maire de Briançon, il est sollicité par Jacques CHIRAC et les responsables nationaux du RPR pour être candidat dans les Hautes-Alpes, contre le député-maire de Briançon, le socialiste Robert de CAUMONT, qui avait battu Paul DIJOU en 1981.

En 1988, la Droite perd les élections. Seul Patrick Ollier gagne contre un sortant de Gauche.

Patrick OLLIER est élu et devient Député des Hautes-Alpes, puis maire de La Salle les Alpes-Serre Chevalier en 1989, et Conseiller général en 1992. Il sera reconduit dans ses mandats jusqu'en 2001, date de son retour à Rueil-Malmaison.

1990 : Jacques CHIRAC le nomme Secrétaire général adjoint du RPR, chargé de l'animation, auprès d'Alain JUPPÉ.

Localement, afin de développer le secteur économique de la vallée de Serre-Chevalier et sa station, qu'il fera passer de la 15ème à la 5ème place des stations de ski françaises en 12 ans, il est élu, en 1990, Président de la Société d'Economie Mixte des Remontées Mécaniques de Serre-Chevalier (400 emplois).

Dès 1992, son intérêt pour la protection de l'environnement et des sites classés le conduit à être élu

à trois reprises (1992, 1996 et 1998) à la Présidence du Parc National des Ecrins, plus grand Parc national d'Europe. Cette fonction a permis, en relation étroite avec Corinne LEPAGE, alors Ministre de l'Environnement, de préparer la création de la Conférence des Présidents de Parcs Nationaux Français dont Patrick OLLIER a été élu Président de 1992 jusqu'à la fin de ses mandats haut alpins.

1996 : Il fonde et devient le Président de la Communauté de communes du Briançonnais (11 communes, 20 000 habitants)

A l'Assemblée nationale, il s'investit dans d'importants dossiers :

1991 : il est membre de la « Commission d'enquête » sur la viande bovine.

1992 : il est Vice-Président de la « Commission d'enquête » sur la lutte contre la mafia.

1993 : il est nommé Juge à la Haute Cour de Justice et à la Cour de Justice de la République pour la durée de son mandat.

1993 : il est également élu Vice-Président de la Commission de la Production et des Echanges (ancienne commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire)

1994 : il est nommé rapporteur de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (loi Pasqua).

1996 : il est membre de la commission d'enquête sur la Corse.

1996 : il est membre du Conseil national du tourisme jusqu'en 1999.

1998 : il est élu Président de la Commission permanente du Conseil National de la Montagne.

1998 : Patrick OLLIER est élu Vice-Président de l'Assemblée nationale. En outre, il exerce toujours des responsabilités importantes dans le mouvement gaulliste :

1998 : Il est délégué général du RPR, chargé de l'Aménagement du territoire auprès de Nicolas SARKOZY.

1999 : il est nommé Conseiller politique Chargé de la vie du Mouvement auprès de la Présidente du RPR .

En 2000, s'est posé, au sein de la majorité municipale de Rueil, le problème de la préparation des élections municipales de 2001. En effet, Jacques BAUMEL, qui souhaitait se présenter une dernière fois, a suggéré que l'équipe municipale choisisse l'homme qui serait présenté aux Rueillois pour lui succéder en cours de mandat, comme il l'a indiqué aux Rueillois lors de la campagne.

Au cours de ces discussions sur l'avenir, les responsables des différentes composantes (RPR, UDF, DL, RPF) ont, ensemble, refusé les candidatures qui s'étaient manifestées au sein du RPR - celle de Thierry SAUSSEZ notamment - et ont alors décidé de demander à Patrick OLLIER de réintégrer l'équipe municipale pour préparer la succession de Jacques BAUMEL.

Cette proposition ne pouvait réellement se réaliser qu'avec l'accord des Rueilloises et des Rueillois, validé par eux lors des élections dans la transparence et la clarté.

2001 : Patrick OLLIER est élu et devient adjoint spécial délégué à la politique générale de la ville de Rueil et aux finances.

2002 : Patrick Ollier est élu député de la 7ème circonscription des Hauts-de-Seine aux élections législatives du 16 juin 2002 (Rueil-Malmaison, Garches et Saint-Cloud). Son suppléant est alors le sénateur Jacques Gautier, maire de Garches, vice-président du Conseil général et ancien suppléant de Jacques Baumel.

2002 : Le 27 juin, Patrick Ollier devient président de la Commission de la Production et des Échanges et engage immédiatement les procédures pour en changer le nom : la dénomination de cette commission, qui datait de 1959, n'était en effet plus adaptée à un champ de compétences particulièrement élargi ; elle devient la Commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire de l'Assemblée Nationale. Il préside cette Commission pendant 10 ans.

Patrick Ollier est également président du Groupe d'amitié Franco-Libyenne de l'Assemblée nationale.

2004 : il est élu maire de Rueil avec 43 voix sur 47 votants à l'issue du conseil municipal du 18 juin. Un vote d'union où il a recueilli les suffrages du groupe d'opposition "Rueil à Venir" qui a ainsi rejoint la majorité municipale.

2007 : le 7 mars, Patrick Ollier est élu Président de l'Assemblée nationale, avec 248 voix sur 267 votants, suite à la nomination de Jean-Louis Debré à la présidence du Conseil constitutionnel. Une fonction qu'il occupe jusqu'au 19/06/07.

le 17 juin : il est réélu député de la 7ème circonscription des Hauts-de-Seine aux élections législatives dès le 1er tour avec 60,29 % des voix.

Il choisit Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, comme nouveau suppléant, suite à l'entrée de Jacques Gautier, ancien suppléant, au Sénat en mai 2007. Patrick Ollier est ensuite réélu président de la commission des Affaires économiques, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de l'Assemblée nationale à l'unanimité des 146 membres.

Patrick Ollier est également réélu président du Groupe d'Amitié Franco-Libyenne de l'Assemblée nationale

2008 : Le 9 mars, il est réélu maire de Rueil-Malmaison dès le premier tour, avec 59,80% des voix.

2009 : Il est nommé conseiller politique de l'UMP.

2010 : Il devient ministre auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, lors du remaniement ministériel du 14 novembre 2010. Il occupe ce poste jusqu'au 15 mai 2012

2012 : Il est élu député de la 7e circonscription des Hauts-de-Seine (Rueil-Malmaison, Garches, Saint-Cloud) à l'issue du 2e tour des élections législatives du 17 juin 2012. Il est également élu vice-président du syndicat mixte Paris Métropole le 17 décembre.

2013 : il est nommé vice-président de l'UMP au titre des Mouvements.

2014 : Il conduit la liste "Rueil en confiance" lors des élections municipales à Rueil-Malmaison, qui arrive en tête avec 56,57% des suffrages dès le premier tour. Il est réélu maire par le nouveau conseil municipal le 28 mars 2014.

2015 : Le 23 janvier 2015, il est élu président de la Communauté d'Agglomération du Mont-Valérien (C.A.M.V.), qui regroupe les villes de Rueil-Malmaison, Nanterre et Suresnes.

2016 : Le 22 janvier 2016, il est élu Président de la Métropole du Grand Paris

Mots clés associés à cet article :

- [Patrick Ollier](#),
- [député](#),
- [maire](#)